

Résumé

Traduction : Juan Merchan & Gustavo Villela

*[The full report, **Not just words: how reputational attacks harm journalists and undermine press freedom** is available (English only) at globalreportingcentre.org/reputational-attacks]*

La réputation des journalistes est mise à mal dans le monde entier. Parmi les journalistes que nous avons interrogés, 63 % ont fait état d'attaques contre leur réputation individuelle au moins une fois par mois — et 19 % ont déclaré y être confrontés quotidiennement. Les taux sont encore plus élevés pour les atteintes à la réputation de leurs organes de presse ou du secteur plus large des médias d'information.

Ces résultats sont préoccupants, car la réputation est essentielle dans le domaine du journalisme. La réputation d'un journaliste détermine s'il est entendu et cru, s'il a la confiance de sources potentielles et, souvent, s'il peut survivre économiquement. La réputation des journalistes est donc souvent attaquée par ceux qui veulent cacher la vérité ou se soustraire à l'obligation de rendre des comptes.

Nous définissons les "attaques contre la réputation" comme des messages publics visant à discréditer, délégitimer ou déshumaniser les journalistes. Ces attaques ont lieu fréquemment en ligne, mais peuvent également être lancées dans les discours politiques, les bulletins d'information et les salles d'audience. Elles peuvent aller des insultes dans les commentaires sur Twitter, aux accusations infondées dans des poursuites judiciaires, jusqu'aux campagnes de désinformation sophistiquées utilisant des vidéos manipulées. Une journaliste irano-américaine a partagé avec nous une vidéo créée pour déformer ses reportages. « Regardez ! Ils mettent de la musique effrayante en arrière-plan et font un gros plan sur mon visage, » a-t-elle dit. « C'est une opération psychologique. »

Aujourd'hui, ces attaques contre la réputation semblent être de plus en plus fréquentes en raison des changements dans l'environnement de l'information (y compris l'essor des plateformes de médias sociaux) et des paysages politiques (comme la tendance mondiale du recul démocratique). Dans le même temps, la liberté de la presse et la confiance dans le journalisme semblent être en déclin à l'échelle mondiale, et les menaces pesant sur la sécurité des journalistes sont en hausse. Selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), au moins 67 journalistes et travailleurs des médias ont été tués en 2022, le chiffre le plus élevé depuis 2018, et un nombre record de 363 étaient en prison au 1er décembre 2022.

Nous avons fait une enquête sur la manière dont les attaques contre la réputation généralisées contribuent aux risques et aux défis auxquels les journalistes sont confrontés. Alors qu'il existe de nombreuses informations sur les efforts visant à délégitimer les médias et le journalisme, en particulier les efforts des dirigeants politiques, il existe peu de recherches qui étudient comment les attaques contre la réputation affectent la sécurité et l'autonomie professionnelle des journalistes individuels. Dans cette optique, nous nous sommes concentrés sur cinq questions clés :

- 1. À quelle fréquence les journalistes sont-ils confrontés à des attaques contre leur réputation ?**
- 2. Quelles sont les formes et les sources de ces attaques ?**
- 3. Quelles sont les conséquences personnelles et professionnelles des attaques contre la réputation, y compris leurs liens avec la violence et la répression judiciaire ?**
- 4. Comment les attaques contre la réputation et leurs conséquences varient-elles selon les contextes de liberté de la presse dans différents pays ?**
- 5. Comment varient-elles pour les journalistes appartenant à des groupes de genres, ethniques, raciaux ou religieux différents ?**

Pour explorer ces questions, nous avons mené un sondage mondial en 2022. Il a été complété par 645 journalistes résidant dans 87 pays, couvrant un large éventail de niveaux de liberté de la presse. Le sondage était disponible en six langues (anglais, arabe, français, hindi, portugais et espagnol). 42% des répondants se sont identifiés comme des femmes et 23% se sont identifiés comme appartenant à un groupe racial, ethnique ou religieux marginalisé dans leur pays respectif. Nous avons ensuite mené des entretiens approfondis avec 54 journalistes.

Voici nos huit principales conclusions :

1

Les attaques contre la réputation sont répandues dans le monde entier ; les personnes sondées ont indiqué qu'elles étaient confrontées au moins une fois par mois à des attaques ciblant leur personne (63% des répondants), leur organisation (75%) ou le secteur des médias (90%).

2

Les sources les plus courantes des attaques contre la réputation étaient les politiciens et les fonctionnaires publics (signalé par 72% des répondants). Les répondants dans les pays où la liberté de la presse est faible ont signalé beaucoup plus d'attaques contre la réputation de la part des politiciens et des partis politiques au pouvoir que ceux des pays où la liberté de la presse est élevée (58% contre 22%).¹ Cette distinction est importante, car ceux qui contrôlent le gouvernement ont un plus grand accès aux ressources et à l'influence auprès des organismes (comme la police) qui peuvent être déployés en parallèle avec les attaques contre la réputation. Les attaques de la part des politiciens et des partis d'opposition étaient relativement constantes quel que soit le niveau de liberté de la presse.

Les attaques contre la réputation provenant d'autres sources, telles que les organisations criminelles, la police, l'armée ou les services de renseignement, étaient plus rares, mais plus étroitement liées à certains préjudices (comme la violence physique et les poursuites pénales).

3

Les accusations de partialité politique fausses ou trompeuses étaient la forme la plus signalée d'attaques contre la réputation personnelle (54% des répondants), suivies par des accusations d'incompétence (43%) ou de comportement non éthique (42%).

4

Les journalistes confrontés à des attaques contre la réputation fréquentes (au moins une fois par semaine) étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir été agressés physiquement ou menacés de violence. Bien que notre sondage ne peut pas révéler de relation de cause à effet, certains interviewés ont décrit des cas où les attaques contre la réputation ont directement conduit à des agressions ou à des menaces graves.

5

Les journalistes confrontés à des attaques contre la réputation fréquentes étaient plus susceptibles d'avoir subi des préjudices physiques et psychologiques, d'avoir sérieusement envisagé de quitter le journalisme et de s'être

1. Pour cette étude, nous avons défini les niveaux de liberté de la presse sur la base des [classements 2022 de Reporters sans frontières \(RSF\)](#). Les pays classés n°1 à 60 sont des pays à liberté de presse élevée, les n°61 à 120 sont moyens et les n°121 à 180 sont faibles.

déplacés hors de leur ville ou de leur pays pour éviter ou atténuer les menaces. Ils étaient également plus susceptibles d'être l'objet d'une répression judiciaire, c'est-à-dire d'être visés par une arrestation ou des poursuites judiciaires en raison de leur travail.

6 Ces constatations suggèrent que les attaques contre la réputation peuvent avoir un impact négatif sur l'autonomie des journalistes et leur capacité à faire leur travail. De plus, 40% des répondants ont déclaré avoir modifié ou réduit leurs reportages sur certains sujets pour éviter les tentatives de discrédit ou de harcèlement. Le taux reporté de cet "effet dissuasif" était assez cohérent, même parmi les répondants qui subissent des attaques contre la réputation à une fréquence relativement basse.

7 Les journalistes appartenant à des groupes raciaux, ethniques ou religieux marginalisés dans leur pays ont signalé des attaques contre la réputation plus fréquentes. 48% de ces répondants ont été confrontés à des attaques contre la réputation chaque semaine, et 23% ont été victimes d'attaques visant leur identité chaque semaine. En revanche, ces chiffres étaient de 33% et 5% pour les répondants qui ne se considèrent pas comme appartenant à des groupes marginalisés.

De plus, les répondants qui s'identifient comme appartenant à des groupes raciaux, ethniques ou religieux marginalisés étaient plus susceptibles d'avoir été victimes d'une agression physique, d'avoir été menacés de violence non sexuelle, d'avoir envisagé de quitter le journalisme, d'avoir été déplacés de la ville/région/pays où ils exercent leur activité et de subir des préjudices nuisant à leur santé mentale.

8 Le genre est une dimension importante des attaques contre la réputation. Notre enquête a révélé que les femmes étaient victimes d'attaques contre la réputation à des taux comparables à ceux des hommes, mais que les formes diffèrent. Les répondants s'identifiant comme hommes étaient plus susceptibles d'être accusés d'avoir commis un crime. Les répondantes s'identifiant comme femmes étaient plus susceptibles d'être attaquées en raison de leur genre ou de leur orientation sexuelle, et plus susceptibles de subir du harcèlement sexualisé et des menaces de violence sexuelle. Les femmes ont également signalé des taux plus élevés de préjudices nuisant à leur santé mentale (63% contre 49% pour les hommes).

Sur la base de nos conclusions et des travaux existants, nous soutenons que les attaques contre la réputation méritent une attention accrue. Ce ne sont pas simplement des mots et ce ne sont pas des critiques constructives des médias. Elles peuvent causer ou aggraver des préjudices personnels et professionnels aux journalistes. Elles peuvent être utilisées de manière stratégique pour compléter ou accroître la chance

que les journalistes soient confrontés à des violences, à une répression judiciaire ou à d'autres attaques graves contre leur sécurité et leur autonomie.

Notre rapport se conclut donc par plusieurs recommandations :

Les salles de presse, les organismes de défense de la liberté de la presse et les organisations de la société civile devraient mettre en place des systèmes de surveillance pour identifier les atteintes à la réputation et le harcèlement dont sont victimes les journalistes. **Ils devraient également élaborer des bonnes pratiques pour défendre la réputation des journalistes**, qu'il s'agisse d'exprimer leur soutien public ou d'intenter une action en justice contre ceux qui diffament ou menacent les journalistes. Il est essentiel que les meilleures pratiques tiennent compte des risques supplémentaires auxquels les journalistes sont confrontés en raison de leur sexe, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leur religion et d'autres aspects de leur identité.

Les salles de rédaction devraient établir des protocoles pour soutenir les journalistes qui sont victimes d'atteintes à leur réputation et de harcèlement. Ces protocoles devraient comprendre des mesures préventives, comme une formation à la cybersécurité, et des mesures réactives, comme assistance juridique et psychologique. Les journalistes ne doivent pas être laissés seuls face aux atteintes à leur réputation.

Les entreprises de médias sociaux devraient améliorer leurs outils de lutte contre les abus, la modération des contenus et leur capacité à aider les journalistes ciblés, tout en offrant une plus grande transparence aux chercheurs indépendants et aux organisations de la société civile.

Les gouvernements devraient renforcer leur engagement à protéger les droits des journalistes et la liberté de la presse, et demander des comptes à ceux qui violent les droits des journalistes, y compris les autres gouvernements.

Plus généralement, des mesures doivent être prises pour adresser les dommages systémiques et continus que subissent le journalisme et le discours public. Cela peut empoisonner l'atmosphère journalistique en général, compromettre la sécurité collective des journalistes et affaiblir leur capacité à promouvoir la responsabilité, la vérité et la démocratie.